

# Océan Indien

**BILAN D'ACTIVITÉ**

**2022**

**A**gir ensemble pour construire des solutions au bénéfice de chacun est un enjeu que partagent les territoires de l'Indianocéanie, conscients d'appartenir à une communauté de destins économiques, culturels et sociétaux. Afin d'accompagner les dynamiques de coopération régionale dans l'Océan Indien, le groupe AFD a renforcé ses capacités d'appuis en étant au coeur des partenariats locaux et régionaux. La Direction Régionale océan Indien, basée à Saint-Denis, couvre sept pays et territoires de la région : La Réunion, Madagascar, Maurice, les Seychelles, Comores, Mayotte et les Terres australes et antarctiques françaises (TAAF).

# La stratégie de l'AFD dans l'Océan Indien

- 1 Contribuer à l'émergence d'une « économie bleue, verte et circulaire »
- 2 Favoriser un cadre de gouvernance publique plus protecteur
- 3 Construire des sociétés inclusives au service des populations
- 4 Faciliter l'intégration équilibrée des îles de l'Océan Indien dans leur bassin

Le sud-ouest de l'Océan Indien comprend sept territoires aux statuts et aux niveaux de vie très variables, avec deux pays moins avancés (Madagascar, Comores), un pays à revenu intermédiaire (Maurice), un pays à haut revenu (Seychelles) et trois collectivités d'Outre-mer françaises (La Réunion, Mayotte, Terres Australes et Antarctiques Françaises). Cette zone composée de Petits États et Territoires Insulaires (PETI) et de l'« île-continent » de Madagascar est en première ligne face aux conséquences du dérèglement climatique (montée des eaux, modification du trait de côte, salinisation des nappes phréatiques, modification des températures moyennes). C'est aussi l'un des 34 « hotspots » de la biodiversité mondiale, et la préservation de cette biodiversité terrestre et marine rare est corrélée à la lutte contre les menaces auxquelles la zone est exposée.

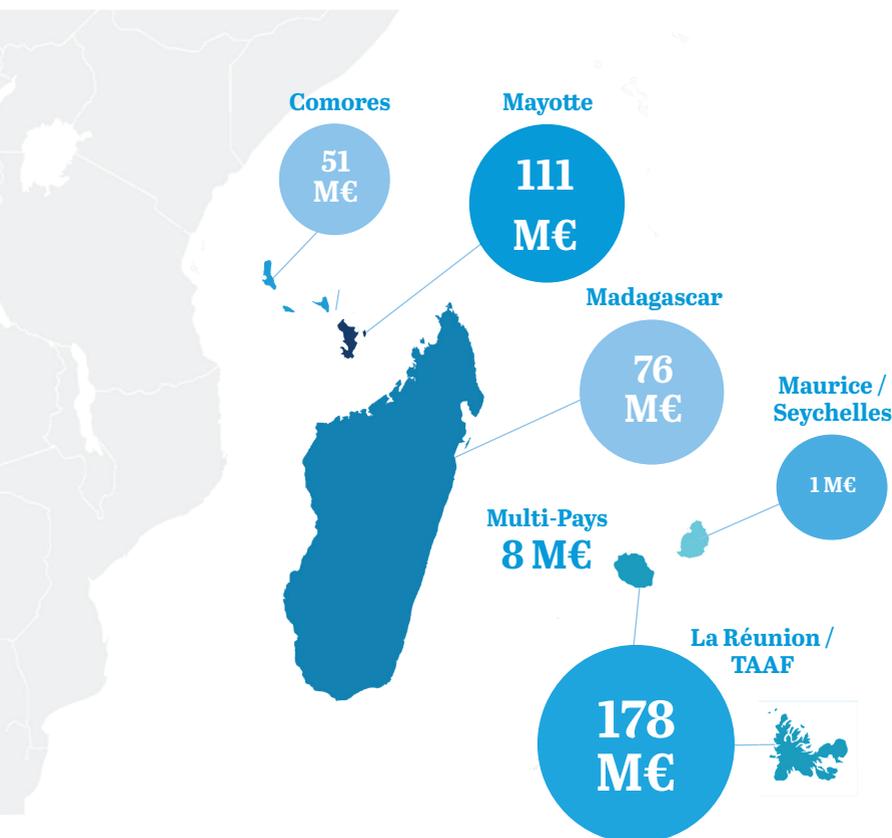
Suite à une année 2021 marquée par la crise COVID, l'activité de l'AFD dans la région Océan Indien en 2022 est restée très soutenue et a atteint 425 M€ d'engagements nouveaux et 392 M€ de versements. L'activité opérationnelle, en croissance par rapport à 2021, se diversifie autour des secteurs : développement urbain, éducation et formation professionnelle, santé, climat et environnement, eau et assainissement, entre autres.

Les échanges avec nos partenaires privilégiés dans la région se renforcent, notamment avec la Commission de l'Océan Indien et l'IORA.

L'année 2023 devrait nous permettre de conforter notre positionnement, avec une inscription plus marquée de notre action dans les dynamiques indo-pacifiques, une amélioration de notre organisation au service de la coopération régionale et, pour le groupe AFD, le lancement d'un nouveau plan d'orientation stratégique pour la période 2023-2027.

# Notre activité dans l'Océan Indien en 2022

## ○ RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES ENGAGEMENTS



# 425 M€

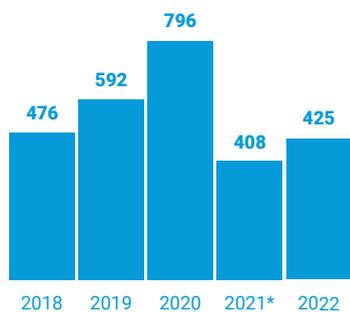
**Total des engagements**

En 2022, **50 nouveaux projets** ont été financés dans la zone pour **425 M€** (dont **13M€** par **Proparco**).

Ils ont ciblé principalement le développement urbain, les infrastructures et services sociaux, la santé, l'eau et l'assainissement, l'éducation, la formation et l'emploi, le secteur productif, l'énergie, les transports, l'agriculture et la sécurité alimentaire.

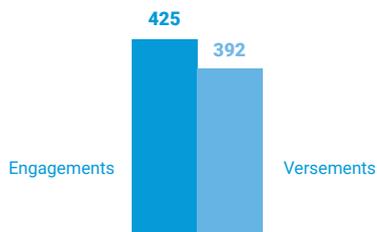
Au 31/12/2022, **215 projets** sont en cours d'exécution au sein de la Direction Régionale océan Indien.

## ○ ÉVOLUTION DES ENGAGEMENTS (EN M€)

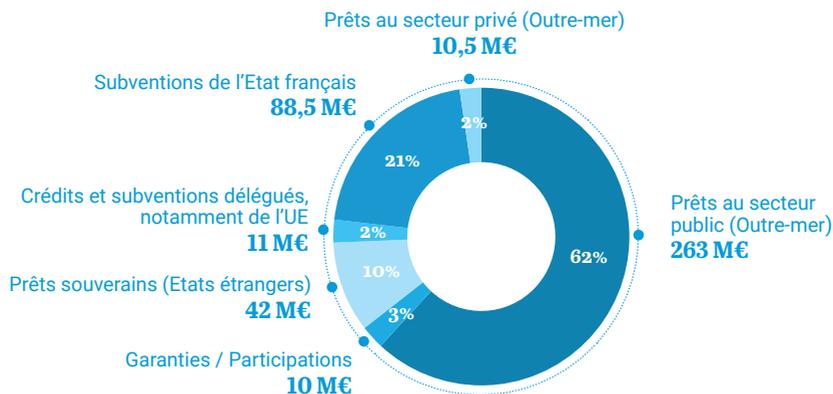


\*Baisse d'activité due notamment à la crise Covid-19

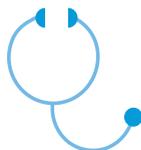
## ○ ENGAGEMENTS/VERSEMENTS (EN M€)



## ○ RÉPARTITION PAR OUTIL



○ RÉPARTITION PAR SECTEUR



Santé  
**94 M€**



Gouvernance  
**15,5 M€**



Agriculture et sécurité  
alimentaire  
**19,5 M€**



Eau et  
assainissement  
**33 M€**



Education, formation,  
emploi  
**36,5 M€**



Climat et  
environnement  
**20 M€**



Infrastructures  
et développement urbain  
**130 M€**



Crises et fragilités  
**0,5 M€**



Secteur productif  
**8 M€**

Autres : **68 M€**

# Notre contribution aux ODD dans la région Océan Indien en 2022

Quels sont les impacts attendus des projets financés en 2022 par la Direction Régionale océan Indien ?



**6 150** personnes verront leurs capacités renforcées grâce à un meilleur accès aux services du secteur agricole.



**1 025 000** personnes bénéficieront d'un meilleur accès aux soins.



**8500** personnes bénéficieront de formations professionnelles et techniques.

**47 634** enfants seront scolarisés au primaire et au collège.



**1 845** femmes verront leurs capacités renforcées grâce à un meilleur accès aux services du secteur agricole.



**18 000** personnes bénéficieront d'un meilleur accès aux équipements, infrastructures et services de base de manière pérenne.



**5 000** exploitations agricoles familiales bénéficieront d'une amélioration de leurs performances économiques.

**5 000** exploitations agricoles familiales entreront en conversion vers des systèmes agro-écologiques.



**6** institutions locales de gestion du territoire bénéficieront d'un appui.

# Notre activité à La Réunion et dans les TAAF en 2022

Dotée d'un patrimoine endémique unique et d'une densité démographique croissante, la Réunion est une terre de contrastes en évolution rapide. Engagée depuis 70 ans aux côtés des Réunionnais, l'AFD soutient plus que jamais les acteurs publics et privés qui œuvrent à l'accélération des transitions énergétique et écologique, au renforcement du lien social, mais aussi à l'intégration de « l'île intense » dans l'Indianocéanie. En 2022, l'AFD a pu accompagner - dans un contexte international de remontée des taux - 32 projets, notamment dans les secteurs de la santé et du médico-social, de l'éducation et de la formation, de l'eau et assainissement, de l'aménagement urbain et de la connectivité de l'île. A chaque fois en recherchant un maximum de co-bénéfices climat.

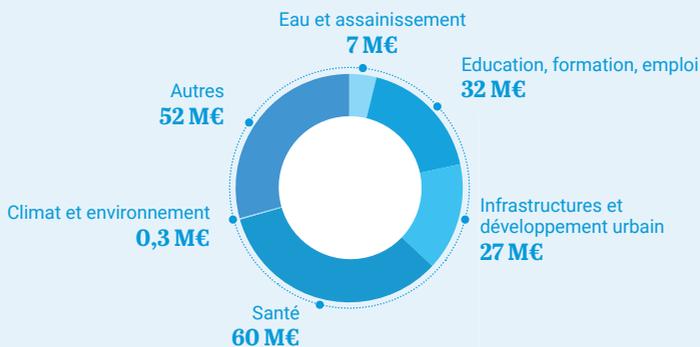
## TOTAL DES ENGAGEMENTS EN 2022



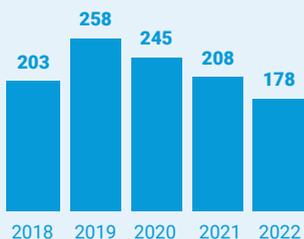
# 178 M€

203 M€ versés

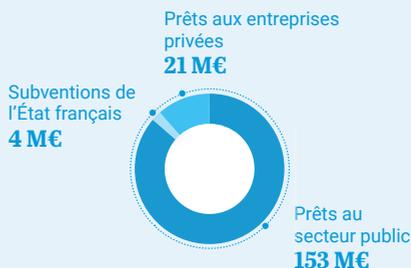
## RÉPARTITION DES ENGAGEMENTS PAR SECTEUR



## ÉVOLUTION DES ENGAGEMENTS (EN M€)



## RÉPARTITION PAR OUTIL



# Notre activité à Mayotte en 2022

Plus jeune département français, Mayotte doit faire face à de nombreux défis : collectivités à accompagner, infrastructures à développer, secteur privé à dynamiser, etc.

L'AFD y intervient aux côtés des acteurs locaux en faveur d'un développement 100 % Accord de Paris sur le climat et 100 % lien social. Elle contribue également à protéger un patrimoine naturel unique.

En 2022, ses engagements se sont portés sur de nombreux secteurs, parmi lesquels l'aménagement urbain (notamment les transports collectifs), l'eau et l'assainissement, la santé et l'enseignement agricole.

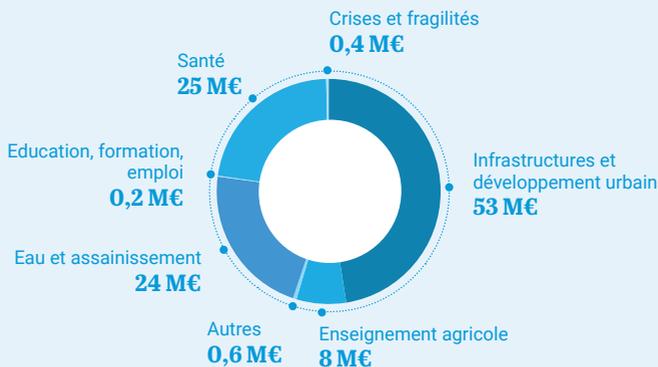
## TOTAL DES ENGAGEMENTS EN 2022



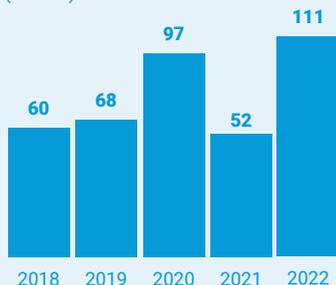
# 111 M€

57 M€ versés

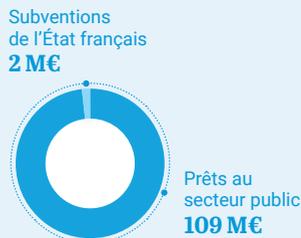
## RÉPARTITION DES ENGAGEMENTS PAR SECTEUR



## ÉVOLUTION DES ENGAGEMENTS (EN M€)



## RÉPARTITION PAR OUTIL



# Notre activité à Madagascar en 2022

Malgré de nombreux atouts, Madagascar est aujourd'hui l'un des pays les plus pauvres du monde. C'est aussi une île-continent riche d'une biodiversité unique.

Depuis 1952, l'AFD y appuie de nombreux acteurs : ONG, collectivités locales, entreprises et autorités, en faveur d'un développement inclusif et durable.

En 2022, ses engagements se sont notamment portés sur l'énergie, le développement urbain, le climat et l'environnement, l'eau et l'assainissement, l'agriculture et la sécurité alimentaire, la gouvernance et la santé. L'AFD a également soutenu les organisations de la société civile, les collectivités territoriales ainsi que le secteur privé, via ses outils financiers dédiés et sa filiale Proparco.

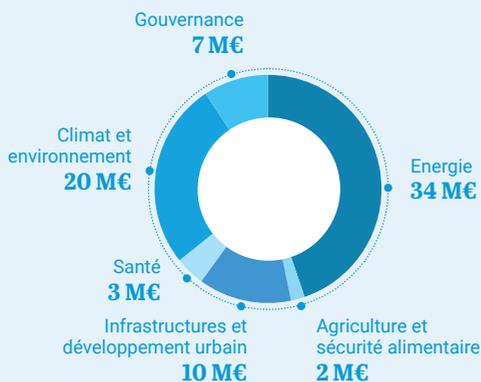
## TOTAL DES ENGAGEMENTS EN 2022



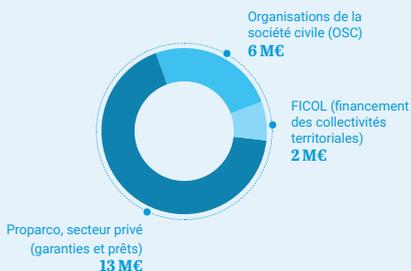
# 76 M€

38,5 M€ versés

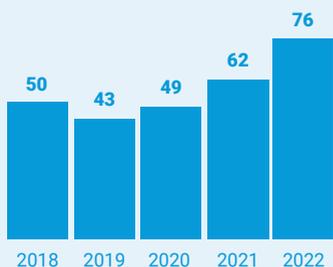
### RÉPARTITION DES ENGAGEMENTS PAR SECTEUR



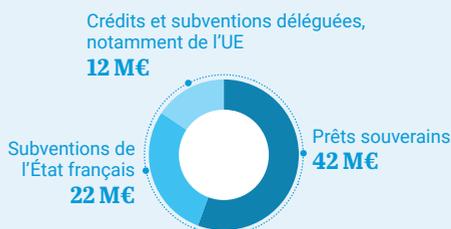
### ENGAGEMENTS COMPLÉMENTAIRES



### ÉVOLUTION DES ENGAGEMENTS (EN M€)



### RÉPARTITION PAR OUTIL



# Notre activité à Maurice et aux Seychelles en 2022

Petits États insulaires très vulnérables aux changements climatiques mais économiquement dynamiques, l'île Maurice et les Seychelles promeuvent un modèle de développement durable qui allie bien-être social et croissance. 2022 représente pour l'agence une année de transition et de préparation des futurs engagements pour la période 2023-2027. Elle continuera à intervenir sur les thématiques d'adaptation et d'atténuation au changement climatique, de biodiversité, d'énergie et d'infrastructures, de gestion des déchets ; développera ses activités dans les politiques publiques et la gouvernance, l'eau et l'assainissement, la gestion des risques naturels et la gestion des zones côtières ; et poursuivra son appui à la coopération technique via Expertise France, et au secteur privé via Proparco. L'Agence s'efforcera ainsi d'accompagner la République de Maurice vers une économie et une société plus inclusives tout en promouvant un modèle de développement vert et durable.

## ENGAGEMENTS BILATÉRAUX EN 2022



1,35 M€

*Dans l'économie circulaire et les énergies renouvelables, via des subventions de l'Etat français  
Dont 850 k€ via le FFEM  
51 M€ versés*

## ENGAGEMENTS BILATÉRAUX ANNUELS MOYENS SUR LA PÉRIODE 2018-2022



135 M€

*Dont 300 M€ d'appui budgétaire en 2020 dans le contexte de la crise liée au Covid-19*

## Le positionnement régional

De par son positionnement géographique sur un territoire hébergeant les sièges de la **Commission de l'Océan Indien (COI)**, de l'**Indian Ocean Rim Association (IORA)** et de **CAP business océan Indien**, l'AFD à Maurice joue un rôle important dans l'activité régionale du Groupe.

Elle a accentué ses appuis depuis 2018 en participant au financement de nombreux projets impulsés par ses partenaires, dans des secteurs clés : résilience face aux impacts du changement climatique, protection de la biodiversité, santé et protection sociale, gestion des déchets, entre autres.

Créée en 1982 par la déclaration de Port-Louis à l'île Maurice, la **COI** est une organisation intergouvernementale composée de cinq États membres : l'Union des Comores, la France au titre de La Réunion, Madagascar, Maurice et les Seychelles. Elle reçoit également depuis 2016 sept membres observateurs dont l'Union européenne et l'Organisation des Nations unies. Cette commission a pour principaux enjeux la défense des spécificités insulaires de ses États membres sur les scènes continentale et internationale et l'établissement d'une solidarité régionale forte.

## ENGAGEMENTS AU SEIN DE LA COI EN 2022



6,5 M€

## ENGAGEMENTS AU SEIN DE LA COI SUR LA PÉRIODE 2018-2022



108 M€

# Notre activité dans l'Union des Comores en 2022

L'Union des Comores, petit État insulaire de l'Océan Indien, fait partie des 19 pays prioritaires de l'aide française. Le Groupe AFD, partenaire de longue date, l'accompagne aujourd'hui dans plusieurs domaines, dont la santé, l'eau, l'environnement et le climat, l'appui au secteur financier et privé, l'éducation et la formation professionnelle, le transport maritime ou encore la gouvernance. En 2019, la France et l'Union des Comores ont réaffirmé leur intention d'initier ensemble une nouvelle dynamique de coopération en ratifiant la mise en œuvre d'un Plan de Développement France-Comores doté de 150 millions d'euros, déjà engagés entièrement fin 2022. La mobilisation des financements est confiée à l'AFD, en partenariat avec les institutions nationales qui mettent actuellement en œuvre les projets.

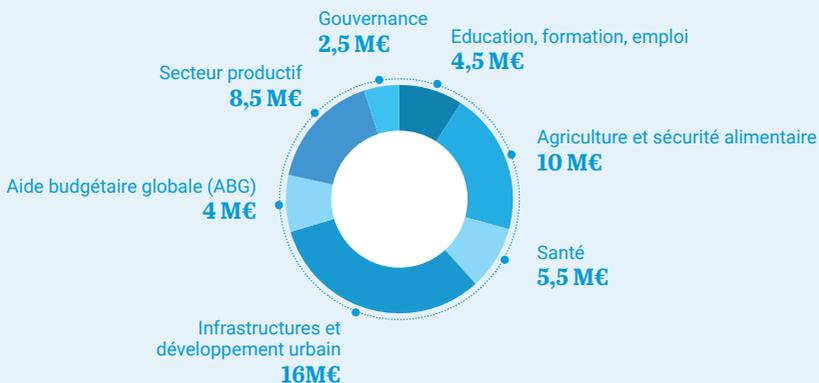
## TOTAL DES ENGAGEMENTS EN 2022



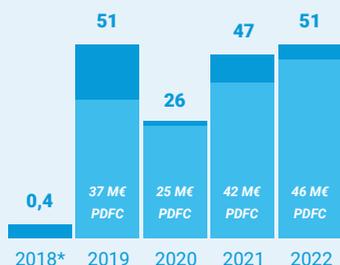
# 51 M€

13,5 M€ versés

## RÉPARTITION DES ENGAGEMENTS PAR SECTEUR



## ÉVOLUTION DES ENGAGEMENTS (EN M€)



## RÉPARTITION PAR OUTIL

Subventions de l'État français  
**51 M€** (Dont 4 M€ d'Aide Budgétaire Globale)



\*Activité pré-PDFC. 7,4 M€/an en moyenne sur la période 2008-2017

# Notre activité en faveur de la coopération régionale en 2022

Au sein du bassin régional Océan Indien, l'AFD travaille avec de nombreux partenaires : la Commission de l'Océan Indien (COI), l'Indian Ocean Rim Association (IORA), Capbusiness OI, la Plateforme d'Intervention Régionale Océan Indien (PIROI) de la Croix Rouge Française, les conseillers au commerce extérieur français, les ambassades et l'ambassadeur à la coopération régionale, les préfets et collectivités publiques actives dans la coopération régionale, entre autres.

Cette coopération, permettant l'association de diverses expertises au service d'intérêts communs, renforce ainsi l'intégration des territoires de l'Océan Indien dans leur bassin régional.

## ○ RSIE 3 – RÉSEAU DE SURVEILLANCE ET D'INVESTIGATION ÉPIDÉMIOLOGIQUE

**Co-financé par l'AFD (11,8 M€) et l'Union Européenne (9,35 M€), le projet RSIE, mis en oeuvre par la Commission de l'Océan Indien, est entré dans sa troisième phase (2018-2024). Il vise à renforcer le réseau SEGA One Health (Surveillance des Epidémies et de Gestion des Alertes) animé par la COI.**

Le projet vise à étendre le dispositif de veille sanitaire aux risques liés aux impacts du changement climatique et de le doubler d'un dispositif régional commun de réponse aux crises. Sa finalité est d'améliorer la santé des populations des Etats membres de la COI en renforçant la sécurité sanitaire régionale, par l'amélioration de la prévention, de la préparation et de la réponse aux épidémies.

## ○ RECOS – RÉSILIENCE DES ZONES CÔTIÈRES

**Financé par la France via une subvention de l'AFD (8,5 M€) et du Fonds Français pour l'Environnement Mondial (1,5 M€), le projet RECOS, mis en oeuvre par la Commission de l'Océan Indien, vise à renforcer la résilience des populations littorales face aux effets du changement climatique en restaurant les services rendus par les écosystèmes côtiers.**

Le projet est structuré autour de quatre grandes composantes : le renforcement de la gestion des écosystèmes côtiers et les échanges d'expériences (1) ; la coopération scientifique régionale (2) ; la communication, la sensibilisation et la capitalisation (3) ; la gestion de projet, la coordination, le suivi et l'évaluation (4).

## ○ PROGRAMME CEPF POUR LA BIODIVERSITÉ DANS L'OcéAN INDIEN

**Financé par une subvention déléguée à l'AFD par le Fonds Vert pour le Climat (38 M\$), le Fonds pour les Ecosystèmes Critiques (Critical Ecosystem Partnership Fund - CEPF), hébergé par l'ONG Conservation International, se distingue par son soutien dédié à des organisations locales de la société civile (OSC) qui mettent en oeuvre des actions favorables à la biodiversité au sein des hotspots.**

Démarré en 2022, le programme EBA-IO (Ecosystem Based Adaptation in Indian Ocean) vise à soutenir la mise en oeuvre de solutions fondées sur la nature en réponse aux changements climatiques dans le hotspot du Sud-Ouest de l'Océan Indien, particulièrement vulnérable (1) ; ainsi que l'élaboration de plans stratégiques nationaux en faveur de la protection de la biodiversité (2).

Proparco est la filiale de l'AFD dédiée au secteur privé pour promouvoir un développement durable en matière économique, sociale et environnementale.

A travers sa Direction régionale Afrique australe et Océan Indien basée en Afrique du Sud, Proparco est actif dans trois pays de la zone : Madagascar, Maurice et l'Union des Comores.

A Madagascar, sur la période 2018-2022, son action s'est principalement concentrée sur la facilitation de l'accès au financement des micro, petites et moyennes entreprises (MPME), essentiellement via son programme de garantie ARIZ, contribuant ainsi à la stratégie du gouvernement de promouvoir le financement des PME, au cœur du tissu économique malgache. Par ailleurs, Proparco contribue au renforcement d'infrastructures stratégiques pour le pays, notamment à travers un prêt à Ravinala Airports destiné à la réhabilitation et la modernisation des deux aéroports de Nosy Be et Antananarivo.

A Maurice, Proparco favorise l'accès à l'investissement et au crédit via l'intermédiation financière pour les PME de l'Océan Indien, en soutenant les fonds d'investissement et les banques. Ainsi, pendant la crise sanitaire, Proparco a pleinement joué son rôle contracyclique en soutenant les banques pour faire face aux besoins générés par la crise, afin de faciliter l'accès des entreprises à des reports d'échéances, des restructurations, des financements de trésorerie ou des prêts de relance (restitutions de stocks par exemple). En outre, Proparco participe au développement d'une finance responsable, avec des lignes de crédit ciblant des projets en faveur de l'égalité de genre et des projets d'atténuation ou d'adaptation au changement climatique.

## ○ ACTIVITÉ DE PROPARCO DANS L'OCÉAN INDIEN SUR LA PÉRIODE 2018-2022 (EN M€)



## ○ PROPARCO ET LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MADAGASCAR TRAVAILLENT MAIN DANS LA MAIN POUR FACILITER L'ACCÈS AU CRÉDIT DES MPME

Depuis 2005, Proparco contribue à renforcer l'activité de financement des MPME de la Société Générale grâce à son programme de garantie ARIZ. Particulièrement adapté aux spécificités de l'économie malgache, ce dispositif permet à la Société Générale de partager le risque lié au financement des MPME, et favorise ainsi l'investissement et la création d'emplois dans de multiples secteurs (agriculture, santé, industrie, microfinance, transport...). Avec plus de 250 prêts bénéficiant à plus de 50 TPE/PME accompagnées à travers ce dispositif, la Société Générale Madagascar est un acteur clé du financement de l'entrepreneuriat et du secteur privé à Madagascar et un partenaire majeur de Proparco.

Agence publique, Expertise France est l'acteur interministériel de la coopération technique internationale, filiale du groupe AFD depuis le 1er janvier 2022. Deuxième agence par sa taille en Europe, elle conçoit et met en œuvre des projets qui renforcent durablement les politiques publiques dans les pays en développement et émergents. Gouvernance, sécurité, climat, santé, éducation... Elle intervient sur des domaines clés du développement

et contribue aux côtés de ses partenaires à la concrétisation des objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.

L'intervention d'Expertise France dans l'Océan Indien se concentre en Union des Comores, à Madagascar, à Maurice, à la Réunion, à Mayotte et aux Seychelles.

## ○ VARUNA – AGIR ENSEMBLE POUR LA BIODIVERSITÉ DANS L'OcéAN INDIEN

**Le programme Varuna, mis en œuvre par Expertise France et financé par l'AFD, vise à freiner l'érosion de la biodiversité marine et terrestre dans le sud-ouest de l'Océan Indien, « hotspot » d'importance mondiale soumis à de nombreuses pressions, au bénéfice des habitants de la région. Varuna, c'est 10M€ de budget, 7 partenaires, 5 territoires et 8 projets.**

Le programme repose sur 3 axes d'interventions : la structuration de réseaux d'acteurs régionaux ; l'intégration des enjeux de transition écologique auprès des acteurs économiques ; et la contribution de la recherche au dialogue Science – Société à propos de la biodiversité. L'année 2022 aura permis le lancement des 8 projets portés par les partenaires du programme actifs dans la zone.

## ○ FRANCEAGRIMER AU SERVICE DES COMORES

**L'approche du projet d'Appui aux Filières d'Exportation et au Développement rural (AFIDEV) pour soutenir les filières de rente comoriennes a trait entre autres à l'environnement institutionnel. C'est dans ce cadre – et suite à la visite du Ministre de l'Agriculture en France au mois de février 2022, que le gouvernement comorien a décidé de faire appel à l'expertise de FranceAgriMer.**

Cet établissement emblématique du secteur agricole français a mobilisé son ancien Secrétaire général, Hervé Deperrois, pour accompagner le processus de création de l'Office Comorien des Produits de Rente (OCPR), qui a vu le jour en mai 2022. Les activités qui se sont poursuivies depuis lors ont contribué en outre à l'élaboration d'une feuille de route. L'assistance technique de FranceAgriMer mise en place dans le cadre d'AFIDEV va s'étaler sur 3 ans et couvrira les domaines de la gouvernance, du dialogue de filières, de la veille économique et de la formation.

# AdaptAction



**Depuis 2017**, le programme AdaptAction accompagne 3 pays de l'Océan Indien (**Maurice, Union des Comores et Madagascar**) à faire face aux impacts du changement climatique. **12 appuis** ont été réalisés durant la première phase qui s'est achevée en 2022 pour renforcer les capacités, améliorer la gouvernance climat et intégrer l'adaptation dans les politiques publiques. Les 5 ans du programme ont également permis de catalyser plus de **370 millions d'euros** de projets pour soutenir les services hydrométéorologiques et climatiques, ainsi que des systèmes d'alerte précoce au niveau régional, mais aussi pour disposer de plus de ressources et rebondir suite aux catastrophes (prêt de contingence à Maurice).

Pour en savoir plus : [www.afd.fr/adaptaction](http://www.afd.fr/adaptaction)

---

## Pour un monde en commun

---

Le groupe AFD contribue à mettre en œuvre la politique de la France en matière de développement durable et de solidarité internationale. Composé de l'Agence française de développement (AFD), en charge du financement du secteur public et des ONG, de la recherche et de la formation ; de sa filiale Proparco, dédiée au financement et à l'accompagnement du secteur privé ; et d'Expertise France, agence de coopération technique, le Groupe finance, accompagne et accélère les transitions nécessaires pour un monde plus juste et résilient.

C'est avec et pour les populations que nous construisons en lien avec nos partenaires des solutions partagées dans plus de 150 pays, ainsi que dans 11 départements et territoires ultramarins français. Notre objectif ? Concilier développement économique et préservation des biens communs : le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nos équipes sont engagées dans plus de 4 200 projets sur le terrain, contribuant ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD).

Pour un monde en commun.



[www.afd.fr](http://www.afd.fr)

Twitter : @AFD\_France - Facebook : AFDOfficiel - Instagram : afd\_france

5, rue Roland-Barthes -75598 Paris cedex 12 -France

Tél. : +33 1 53 44 31 31